

Travailler pour perdre sa vie

Par hasard, m'est tombé dans les mains un ouvrage fort récent (premier trimestre 2007), *les Nouvelles censures*, du journaliste d'investigation Paul MOREIRA (créateur de *90 minutes*, sur Canal +), publié chez Bernard Laffont. Ce livre était déjà chez un bouquiniste, après avoir été mis au rebut par sa célèbre dédicataire, elle-même journaliste de télévision de grand renom.

Un des chapitre est intitulé « **France : le travail homicide** »

I- La délocalisation sur place ou « l'essaimage »

A partir d'exemples précis tirés de la métallurgie française, il montre comment les grandes entreprises mondialisées, adoptant les méthodes japonaises qui mettent l'homme au service de la machine (cela est la signification du principe nippon « *Entretenir l'équipement est une mission pour l'homme* »*), tendent au « *flux tendu* », au « *zéro stock* », au « *zéro défaut* ». Il y a, en effet, à côté des « délocalisations » ailleurs, pratiquées par des entrepreneurs voyous et quelques autres pleins de leur bonne conscience, **la délocalisation sur place, la déstructuration du travail industriel par la création de boîtes de sous-traitance, ce que l'on appelle capitalistiquement, et poétiquement (!), « l'essaimage ».**

Ainsi, depuis quelques années, la SOLLAC (groupe ARCELOR dont Francis MER, ministre de l'Economie et des Finances de RAFFARIN, fut le PDG de combat au moment de la privatisation de l'industrie sidérurgique), a pratiqué « *l'essaimage* » à tours de bras. La SOLLAC a créé des dizaines de micro-entreprises, hyperflexibles, souvent aux mains d'anciens contremaîtres, dans lesquelles il n'y a évidemment aucune représentation syndicale et qui pratiquent, pas vu pas pris, le contournement systématique du *Code du Travail* et de l'**Inspection du Travail****. Les salariés sont d'anciens ouvriers et employés de la SOLLAC (30% de l'effectif initial sont ainsi passés dans ces entreprises-colonies), licenciés pour cause de plan social et **réembauchés avec leur savoir faire et leurs compétences par les « firmuscles » nées de l'externalisation des tâches ou « essaimage ».**

II- La mort au travail

Si le salaire de base n'est pas mirobolant, il s'y adjoint des « *primes* » d'ancienneté, d'assiduité, de hauteur, d'insalubrité, de dépannage ...*** qui camouflent **la réalité vécue et travaillée : les heures sup ! Les heures sup. exténuantes !**

Car le grand **PLUS** de « *l'essaimage* », c'est de faire travailler les ouvriers sans relâche, jour et nuit, et pour des durées allant à plus de vingt heures d'affilée. Cette **gestion des ressources humaines par le stress, la fatigue, l'asservissement aux besoins de l'outil de production, conduit à la mort par excès de travail, sous la forme d'infarctus et d'accident cérébral** qui sont les deux symptômes de cette **surmortalité des actifs** retenus par le ministère de la Santé et du Travail du Japon.

La Finlande a publié****, en 2004, les résultats d'une enquête dont la conclusion est éloquente : « *Ceux qui travaillaient dans les unités de travail les plus touchées par les suppressions d'emplois ont un taux de mortalité cardiaque deux fois plus important [que la moyenne nationale].* »

En France, il n'y a jamais eu d'enquête de ce genre, et les médias sont quasiment muets sur ce sujet, assimilant sans doute « le social » à « l'économique ». C'est pourquoi, il est plus important de publier et de commenter les bénéfiques records***** que fit ARCELOR en 2004, 2,3 milliards d'euros, soit 900 % de hausse, que **les « dividendes » reçus en contrepartie par les salariés : suicides, dépressions profondes, dépersonnalisation, bouffées délirantes, pathologies cardio-vasculaires ...**

« *Le travail est contaminé* », disent les médecins d'un collectif de Bourg-en-Bresse qui depuis 20 ans ont vu la population salariée dépérir peu à peu. Et d'ajouter : « *Une certaine forme de travail est en train de détruire les gens.* »

III- Capitalisme et mondialisation « managers » du fascisme

Pour camoufler ce délabrement criminel de la santé des travailleurs, les pouvoirs publics ont leurs petites combines. Ainsi, un décret de juillet 2004 (ce sont les vacances, mais pas pour les signataires du décret : les ministres de la Santé et du Travail et surtout le Premier Ministre) :

- supprime la visite médicale obligatoire annuelle : elle n'aura plus lieu que tous les deux ans ;
- le quota de chaque médecin du travail augmente de 20% : il doit s'occuper de 3300 salariés au lieu de 2700 ... Cela lui donne à superviser en moyenne 450 entreprises au lieu de 300 *****... Bonjour les dégâts !

De même le rôle de l'Inspecteur du Travail change : il n'est plus là pour vérifier que la législation du Travail est bien respectée, mais pour faire appliquer la « politique du travail » décidée par le gouvernement. **Il devient le nouveau flic de SARKOZY en surveillant les chômeurs et les sans-papiers au travail.**

Pour une fois que la Commission Européenne est à l'initiative d'une enquête de salubrité publique, elle n'a pas de chance : personne n'en parle ni ne s'en soucie. Et pourtant ...

D'après cette enquête, menée scientifiquement auprès de 6000 ouvriers dans huit pays d'Europe*****, il apparaît que les ouvriers « *protestent contre une diminution de la sécurité de l'emploi, une augmentation du stress, la concurrence omniprésente, la précarité de l'emploi et la faiblesse des salaires. Ces facteurs ont amené certaines personnes à être de plus en plus à l'écoute des idées xénophobes, racistes, populistes de droite.* ». Or, et pour des raisons bien différentes évidemment, les « *gagnants de la modernisation* », nouveaux surhommes sans doute, sont eux aussi très sensibles au discours de l'extrême droite.

Dans ce choix politique dangereux, il y a donc **alliance objective entre ceux qui mettent en place la mondialisation à leur profit et ceux qui en sont les premières victimes** ... Cela est la configuration même de l'avènement du fascisme : le capital finance les partis d'extrême droite pour qu'ils le débarrassent des gêneurs (syndicalistes, démocrates, républicains) en enrôlant, grâce à cet argent, les troupes paupérisées des travailleurs peu, mal ou pas employés, et désespérés.

Le SNCA e.i.L. et ABC***** rappellent que la *Charte d'Amiens* assigne à l'action syndicale d'**investir et d'occuper, avec le monde laborieux, tout le champ de l'économique et du social.** Si le syndicalisme laisse ce champ libre aux seuls décideurs

politiques et économiques, comme c'est le cas aujourd'hui, **il portera la lourde responsabilité d'avoir failli à sa mission et jeté les travailleurs dans les bras de leurs ennemis de classe.**

Françoise Roche
Secrétaire Générale
du SNCA e.i.L. Convergence
Présidente d'ABC

* P. 141

** *On parle à peine des Inspecteur du Travail abattus comme des chiens le 2 septembre 2005 dans l'exercice de leurs fonctions et pas du tout de Martine AUBRY prenant des sanctions contre un autre pour être sorti de son « devoir de réserve », assimilable en ce cas à l'omerta (p. 153)*

*** P.143

**** P. 151 et note 2

***** Pp. 150 et 151 et note 1

***** <http://www.siren.at/en>

***** Association pour Bâtir la Convention sur la Charte d'Amiens.